



Adj-Amb / M.Belayachi / n° 069/3P/2014/154

Bruxelles, le 25/02/2014

R. le Ministre / H. el  
- Imami

L'AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI

A

MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION

**Destinataire Principal** : CAB/1 – DG/7-5

**Destinataire CC** : CAB/2 – SG/4 ; DG/7 ; DG/7-4

**Transmission** : Cryptée

**Objet** : Réunion avec l'équipe du Cabinet G+ Europe

CONFIDENTIEL

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que cette Mission a tenu, ce jour, une réunion de travail avec le Cabinet G+ Europe afin de faire le point sur les actions à mener à court et à moyen termes, en perspective notamment des prochaines échéances électorales au sein des institutions européennes (Parlement, Commission).

En effet, les discussions de cette réunion ont porté principalement sur les axes suivants :

**1. Parlement européen :**

**a.** Malgré cette période d'accalmie relative allant jusqu'au 25 mai 2014 et ce, en raison de la campagne préélectorale, j'ai sensibilisé le G+ sur la nécessité de rester vigilant et de continuer à nous informer en amont, sachant que les détracteurs de notre pays demeureront mobilisés (à cet égard je n'ai pas manqué de leur rappeler qu'ils n'étaient pas au courant de l'organisation par l'eurodéputée suédoise Cécilia Wilkström du groupe ADLE, le 19 février 2014 au PE, d'un événement sur les droits de l'Homme, en invitant Kerry Kennedy du Centre RFK et aminatou haidar).

**b.** La nécessité d'élaborer, en concertation avec cette Mission, une analyse prospective concernant les élections européennes en particulier la prochaine configuration de la 8<sup>ème</sup> législature. L'objectif étant, entre autres:

- ✓ Identifier un groupe d'eurodéputés qui ont de fortes chances d'être réélus afin de les sensibiliser à investir les Commissions représentant des enjeux pour notre pays (Com-AFET, D-MAG, DROI ; LIBE, PECH, INTA ; SEDE etc.) ;
- ✓ Identifier les candidats potentiels aux postes clés des institutions européennes (Commissaires, Présidents des Commissions et des Groupes parlementaires, les DG etc..).
- ✓ Anticiper sur les Groupes politiques qui monteront en puissance afin de préparer un Plan d'action anticipatif à leur endroit en particulier, prenant

ARRIVÉE  
831  
26 FEB 2014

en considération les dossiers Maroc qui risque de ressurgir dès la mise en place du prochain Parlement en juillet 2014 ;

- ✓ Tisser des relations avec des interlocuteurs clés pour les relations Maroc – UE au sein du PE.

**c. Projet de Mission ad-hoc du PE au Maroc :**

- Nécessité d'une délégation équilibrée et neutre. J'ai briefé mes interlocuteurs de mes démarches auprès des Présidents Hans Swoboda/S&D et Joeseph Daul/PPE sur le sujet ;
- Le Maroc devrait proposer les dates qui lui conviennent;
- Provoquer une réaction officielle du PE au refus algérien de la visite des Socialistes à Tindouf;

**d. Projet de Mission au Maroc des membres du Groupe socialiste au sein de la Com- PECH:**

- J'ai échangé avec nos interlocuteurs de G+ sur l'opportunité ou non de cette visite alors que le Protocole n'est pas entré en vigueur ;
- M. l'Ambassadeur Bruno DETHOMAS a suggéré que notre pays gagnerait à demeurer ouvert et entreprenant vis-à-vis des demandes de visites émanant des responsables européens. Cet élan positif finirait par mettre davantage en exergue l'attitude négative de l'Algérie.

**e. Deux rapports du PE devant être votés en plénière d'ici avril 2014. Des amendements malveillants pourraient être déposés, à la dernière minute, par nos adversaires. Il s'agit des rapports:**

- ✓ sur l'éradication de la torture dans le monde;
- ✓ sur les relations commerciales de l'UE avec les pays Euro-méditerranéens (*pour rappel, cette Mission a réussi, en collaboration avec les amis du Maroc, à faire rejeter 11 amendements hostiles à notre pays lors du vote au sein de la Commission INTA).*

**2. Sommet UE-Afrique (2-3 avril 2014 ; Bruxelles):**

- J'ai rappelé à G+ toutes les rencontres et les démarches entreprises auprès des interlocuteurs européens en charge de ce volet dont notamment le Directeur Général pour l'Afrique au SEAE, M. Nicholas Westcott.
- J'ai également mis l'accent sur la problématique des réunions préparatoires au 4ème Sommet Afrique-UE particulièrement celles tenues à Addis-Abeba et auxquelles le Maroc n'est pas convié ainsi que le rôle négatif joué à cet égard par la présidente de la Commission Africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma.
- A ce propos, j'ai souligné le mécontentement exprimé par les Ambassadeurs africains accrédités à Bruxelles, lors de la réunion tenue avec les responsables européens en charge de la préparation de ce Sommet, le 24/01/2014, qui reprochent à ces derniers de ne les avoir pas associés aux différentes phases préparatoires de ce processus.

- La même remarque a été, d'ailleurs, faite par l'Ambassadeur de l'Union Africaine auprès de l'UE, lors de l'entretien que j'ai eu avec lui, le 17/02/2014.
- L'objectif de toutes ces démarches et rencontres étant d'assurer une participation significative du Maroc au Sommet à la hauteur du rôle qu'il joue dans le continent africain.
- Par ailleurs, et dans le même esprit, j'ai avancé l'idée d'organiser, préalablement à la tenue du Sommet, un événement/recontre rassemblant des Ambassadeurs Africains accrédités auprès de l'Union Européenne et des Responsables des Institutions de l'UE en charge de ce partenariat autour de **la thématique : « le Maroc dans ses relations multidimensionnelles avec l'Afrique »**.
- Les responsables de G+ Europe ont promis de soumettre, incessamment, à cette Mission des propositions concrètes pour l'organisation de cet événement.

### **3. Coopération sectorielle :**

- J'ai sensibilisé G+ Europe à l'importance d'assurer un suivi permanent des questions inhérentes à notamment à l'Accord agricole Maroc-UE qui fait l'objet actuellement d'un acharnement et de manœuvres hostiles de la part de ses détracteurs.
- En relation avec cet Accord, j'ai demandé à G+ de s'enquérir de la réforme européenne du mécanisme des prix d'entrée (Règlement 1308/2013) qui, selon nos opérateurs privés et importateurs européens, aura inéluctablement, si elle est adoptée, des effets négatifs quant à l'accès de nos exportations de fruits et légumes (les tomates en particulier) au marché de l'UE.
- A ce propos, plusieurs démarches auprès des responsables européens ont été proposées et qu'il revient à G+ d'appuyer avec une action ciblée de lobbying en coopération avec les services de cette Mission et les opérateurs privés marocains et européens.



L'Ambassadeur

Menouar ALEM